



Bonjour,

De manière générale, **les candidats de l'Alternative citoyenne en Haute-Garonne** souhaitent porter un renouveau démocratique au sein du Conseil Départemental. Leur volonté est de replacer le citoyen et son environnement au cœur des décisions, des décisions prises dans le cadre d'un débat constructif et contradictoire, en toute transparence.

En réponse à vos interrogations, il nous semblait important d'apporter ce préambule car effectivement et depuis de nombreuses années, État, Région, Département, Intercommunalités exercent leurs compétences, interviennent sans aucune concertation, voire au mépris des populations.

Notre canton symbolise l'abandon des territoires par les pouvoirs publics en matière de mobilités, d'éducation, d'environnement et de développement économique.

Depuis Sarkozy et au travers de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) visant à réduire les dépenses publiques au

mépris des besoins des territoires et des habitants, un des principaux objectifs des gouvernements successifs a été de mettre en œuvre la disparition du statut et des Services publics. Nombre de missions ont été ainsi soit purement abandonnées, soit transférées à des entreprises privées dont l'intérêt est logiquement orienté par le profit. À l'échelle du canton, des départements et des régions, il y a urgence à réorienter les politiques publiques afin de répondre aux besoins des usagers, des salariés, des citoyens. Élus, nous nous y appliquons.

Sur la gestion de l'eau, nous souhaitons au plus vite réunir les membres du comité de pilotage du projet de territoire Garon'Amont (porté par le CD31), le syndicat mixte Garonne Amont (compétent en matière de gestion des milieux aquatiques et protection des inondations) et les citoyens afin de mettre en place les études et les travaux d'aménagement des berges ainsi que la faisabilité de toutes les actions favorables au développement d'activité sur les rives de la Garonne (la réouverture des campings, la production d'énergie hydraulique, y compris votre questionnement sur le seuil de Caubous, envisagé en 2010 lors du Grenelle de l'environnement...)

En matière d'Éducation, notre volonté est de pérenniser le ramassage scolaire effectif sur l'ensemble du territoire, l'accélération des travaux de la toiture de l'école de St Béat, la réouverture au collège de Saint-Béat d'une structure spécifique de prise en charge des collégiens du sud Comminges en difficulté scolaire ainsi que de garantir le maintien de cet établissement dans la vallée.

En matière de Santé, face à la problématique de désertification médicale, nous souhaitons mettre en place une politique de recrutement de médecins à l'échelle du Département afin de combler les déficits des diverses maisons médicales (4 à Salies, 2 à Aspet avant la mise en service de Marignac et St-Béat, Montréjeau est aussi en recherche de médecins). Il existe actuellement une concurrence entre territoires qui ne pourra pas être solutionnée par le recrutement de 200 médecins proposé sur notre Région par Mme Delga.

En matière de mobilités, nous souhaitons réétudier le tracé de la TransGaronne entre St-Béat et Arlos qui est à ce jour inadapté à la pratique familiale et de masse du vélo.

Nous souhaitons connaître effectivement le bilan écologique et économique du rétablissement de la ligne à hydrogène Montréjeau-Luchon car en 2017, Mme Delga répondait au candidat FI aux législatives que ce type de motorisation paraissait impossible.

Enfin, sur la déviation de St-Béat, dont le département est le principal financeur, nos candidats s'engagent à réunir au plus vite les services de l'État (Mme la Sous-préfète), le Département et la Région afin de faire le point sur les travaux et les marchés (maîtrise d'œuvre) engagés à ce jour.

Pour rappel en 2014, P. Izard, alors président du CG31, répondait aux inquiétudes des riverains en disant qu'une phase provisoire d'ouverture du tunnel serait temporaire et en 2015 lors d'une réunion publique M. Rival, représentant M. Méric, président du CD31 et candidat sur le canton de Bagnères-de-Luchon annonçait : « *Ce tunnel, on le veut, mais il y a la loi à respecter. Oui en 2020, pas un an de plus ! Oui à la sécurité des écoles !* ».

Preuve en est que plus personne ne respecte quoi que ce soit et surtout pas ses engagements. Mesdames et messieurs les administrateurs et membres de VVSB, les élus d'Alternative citoyenne 31 seront toujours à vos côtés pour défendre nos territoires au plus près des Haut-Garonnais.